



Plan sobriété

D'une sobriété de crise à une
sobriété culturelle



Introduction

Depuis l'hiver 2022, la sobriété a fait son entrée en trombe dans la communication gouvernementale. Face aux crises énergétiques, géopolitiques et climatiques à répétition, un objectif de réduction de 10% de la consommation énergétique sur 2 ans a été annoncé par Emmanuel Macron en février 2022 à Belfort, puis repris dans le plan sobriété présenté par le gouvernement en octobre.

Ce changement de vocable est-il le signe d'une politique de sobriété ambitieuse ? Si RTE préconise une baisse de 40% de notre consommation d'énergie finale d'ici 2050 pour atteindre la neutralité carbone, les mesures annoncées permettront-elles d'atteindre cet objectif¹ ?

La baisse de la consommation énergétique totale est une définition de la sobriété trop générale, qui ne dit rien de ses modalités d'application et des choix politiques qu'elle implique, et que nous tenons à préciser dès le début de cette note. **La sobriété n'est pas un rationnement aveugle de l'énergie, fait pour, et dans l'urgence.** Elle n'est pas non plus synonyme de précarité, voire de pauvreté énergétique. Par sobriété, l'on entendra dans ce rapport "une adaptation choisie à des contraintes subies"², qui implique un changement de société, des choix et du discernement dans nos usages de l'énergie. Un effort, enfin, qui doit être équitablement réparti.

La sobriété énergétique implique donc d'identifier le "gras", le surplus, mais aussi l'essentiel, l'indispensable : comment dès lors décider démocratiquement des biens et services dont l'on peut se passer, non seulement en temps de crise, mais aussi, et c'est peut-être le plus complexe, sur le long cours ? Comment élaborer une vision commune de la sobriété, afin d'en faire un débat, et un projet de société ? La question est de taille, elle ne peut rester un impensé politique et ne peut donc se limiter à des mesures de court terme.

Ce questionnement traverse l'ensemble des propositions du présent rapport élaborées en deux temps, avec deux horizons temporels distincts : une mise en perspective afin d'élaborer le cadre de pensée à moyen-long terme de la sobriété, puis un ensemble de propositions de mesures concrètes.

Voici dès maintenant notre message principal : pour une politique de sobriété réussie à court et moyen terme, il est nécessaire de **passer d'une sobriété des écogestes à une sobriété collective et équitable, d'une sobriété de crise à une sobriété culturelle**, portée avant tout par les pouvoirs publics, les grandes entreprises et les citoyens les plus aisés, disposant de plus de marges de manœuvre dans leur consommation d'énergie³.

¹ Sachant que la sobriété sera un moyen, avec l'efficacité énergétique, d'atteindre cet objectif.

² Bruno Villalba, Luc Semal (dir.), *Sobriété énergétique. Contraintes matérielles, équité sociale et perspectives institutionnelles*, Paris, Quae, coll. « Indisciplines », 2018

³ Une étude de Destin commun (*Environnement, crise climatique : l'opinion des Français au-delà des clichés, juin 2022*) avance que 7 Français sur 10 considèrent la sobriété comme un levier indispensable pour faire face à la crise, mais près de 50 % considèrent que la sobriété doit avant tout concerner les plus aisés.

Perspectives sur la sobriété

De la sobriété de crise à la sobriété culturelle : quelle place dans la politique énergétique à long terme ?

L'effet prix et le sentiment d'urgence créés par la crise énergétique ont permis une baisse de la consommation de l'ordre de 10%. L'enjeu est désormais d'ancrer cette sobriété sur le long terme, et de trouver des moteurs structurels encore plus puissants que la crise, qui permettront d'atteindre les -40%. Le défi est dantesque.

Les premiers 10% peuvent être gagnés essentiellement par de l'optimisation et des mesures comportementales. **Au-delà, le chemin doit être planifié et chiffré, afin d'anticiper et lisser les investissements nécessaires**, pour les entreprises comme pour les particuliers.

Deux éléments manquent encore fondamentalement pour installer cette sobriété culturelle :

- Un opérateur de la sobriété d'envergure nationale, voire européenne, doit être créé. La filière de la rénovation énergétique, par exemple, est très morcelée (no-

tamment le bâtiment) et doit être structurée pour massifier les actions de sobriété.

- Une vision politique cohérente doit être articulée : qu'est-ce que la sobriété à la française, hors contexte de crise ? **La sobriété de crise est consensuelle. La sobriété culturelle est un projet politique**, dans le sens où elle exige de faire de réels choix de société pour être mise en œuvre, et doit donc être portée par une vision, un pacte social.

Enfin, la sobriété peut être conçue comme un **levier de résilience essentiel face aux différents risques de transition**. Elle permet de se protéger en cas de contraction de l'offre. Surtout, elle est cruciale en cas de retard dans le déploiement des technologies de production bas carbone, notamment le nouveau nucléaire, dont la filière est à restructurer.

Repenser la contrainte

Le mode de vie français consomme les ressources de près de trois planètes Terre. Nous devons donc mécaniquement revenir à un niveau de consommation soutenable. Il nous semble clair que l'incitation seule ne suffira pas face aux niveaux de réduction nécessaires. L'Etat joue donc un rôle essentiel

pour orchestrer la contrainte par la réglementation et organiser la répartition des efforts entre individus, entreprises et collectivités, dans un objectif d'acceptation et de justice sociale.

Pour cela, il est crucial d'interroger ce qu'est une juste répartition des efforts. Selon une

étude du World Inequality Lab⁴, les 10% les plus aisés d'Europe émettent près de 6 fois plus que les 50% les plus pauvres. Les gains sont ainsi à chercher en priorité chez les plus aisés, tout en garantissant la satisfaction des besoins essentiels de tous. **La sobriété peut être atteinte sans précarité à condition que les efforts soient justement répartis entre tous les citoyens.** L'impôt est aujourd'hui envisagé comme un instrument de redistribution des revenus. Des mesures, telles que la taxe carbone, une tarification progressive de l'énergie ou un ISF climatique, pourraient être conçues pour redistribuer les émissions ?

Si l'Etat rechigne à employer la contrainte, il doit toutefois s'interroger sur le rôle qu'il souhaite jouer dans les crises futures. Alors que

les risques géopolitiques et physiques sont désormais avérés, réduire sa consommation d'énergie, notamment d'énergies fossiles, est impératif. L'argent public a-t-il vocation à couvrir de façon indifférenciée tous les consommateurs, comme cela a été fait avec le bouclier tarifaire ? Dans un contexte où les taux d'emprunt remontent et l'endettement est au plus haut, il n'est pas certain que nous puissions mener à nouveau un "quoi qu'il en coûte". Il est ainsi nécessaire de s'interroger et de **clarifier la position de l'Etat sur la couverture des risques, en cas de transition retardée.**

Vers une sobriété globale : arrêter les injonctions contradictoires

Si l'énergie a permis à la sobriété de revenir sur le devant de la scène, **la logique de sobriété doit désormais être étendue à toutes les ressources : eau, matériaux, occupation des terres...** De nombreuses ressources, telles que les minerais, doivent être importées d'autres pays, sous forme de matière brute ou transformées en produits finis. Pour d'autres, telles que l'eau, nous sommes dépendants de cycles naturels de plus en plus perturbés, que nous ne maîtrisons pas. L'hypothèse de ressources illimitées, pilier de notre modèle de consommation, vacille.

Nous devons généraliser la logique de discernement sur nos usages. A quoi voulons-nous utiliser notre eau, nos réserves de cuivre, nos terres fertiles et nos forêts ? Des

enseignements doivent être tirés au niveau de l'Etat de la démarche actuellement menée sur l'énergie, pour en faire une démarche globale. Avec la sécheresse hivernale de 2023, la question se pose déjà sur l'eau. Il ne fait donc aucun doute que cela arrivera tôt ou tard quelles que soient les ressources concernées. C'est à la condition d'inscrire la sobriété énergétique dans une culture de la sobriété globale que l'on pourra atteindre des objectifs aussi ambitieux que -40% de réduction de la consommation énergétique finale. La société est aujourd'hui en proie à une réelle dissonance cognitive, entre incitations à la surconsommation et besoin de sobriété. **Il est vital de proposer une vision globale et interministérielle du sujet.**

⁴ Chancel, L. Global carbon inequality over 1990–2019. *Nat Sustain* 5, 931–938 (2022). <https://doi.org/10.1038/s41893-022-00955-z>

La sobriété invite à s'interroger sur l'essentiel et le superflu. Elle nous invite ainsi à redéfinir collectivement ce qu'est un bon niveau de vie, notre définition du confort, et les conditions de vie que nous voulons garantir à chacun.

Un nouvel imaginaire est à façonner, par la publicité, les films, et plus généralement la culture. **Il faut changer les discours pour partager aux citoyens l'image d'une sobriété désirable, et socialement valorisée face à une consommation débridée.** L'interdiction de la publicité indirecte pour le tabac dans le cinéma a permis de changer l'image du tabac et de banaliser un monde qui s'en passe. La même démarche doit être suivie pour décourager les consommations superflues et encourager des pratiques plus durables. La récente publicité de la SNCF faisant du train un symbole de liberté face à des modes de transport plus polluants est un bon exemple d'incitation culturelle au changement de pratiques.

Il faut ici penser l'après-consommation et montrer d'autres moyens de s'épanouir comme le bien-être physique et mental, le lien social, ou la cohésion locale. La France est d'une richesse culturelle, géographique et artistique exceptionnelle. Nous croyons qu'il est possible d'être heureux en France sans consommer matériellement autant que nous le faisons aujourd'hui. Notre obsession de croissance doit se transformer en obsession de bien-être et de convivialité. **Dans le vocabulaire employé, cette recherche de nouveau récit collectif peut être incarnée par des mots tels que "contribution" plutôt que "contrainte" ou "restriction".**

En contrepoint de cette désirabilité, il nous faut également interroger le rôle de la peur, comme moteur de transition. La communication qui a été faite par RTE et le gouvernement autour des risques de blackout cet hiver marque une réelle rupture dans les modes classiques de communication sur l'énergie. Cela s'inscrivait dans un contexte de crise. A plus long terme, le gouvernement doit s'interroger sur la communication à employer pour porter la transition. Alors que l'urgence de la crise faiblit, ces risques doivent être inscrits dans le quotidien des Français. L'action publique doit ainsi s'appuyer sur un équilibre entre inquiétude et désirabilité, afin de permettre une transition organisée, sans maladaptations.

Ainsi, au-delà de l'Etat planificateur, stratège, il nous faut désormais relancer l'Etat comme fabrique d'un récit collectif.

Propositions

- 1. Appliquer la loi :** Donner aux administrations et aux collectivités les moyens financiers et humains de faire respecter les mesures de sobriété, d'ores et déjà inscrites dans la loi, telles que l'extinction des enseignes commerciales la nuit ou l'interdiction du chauffage en terrasse. Intégrer dès la conception de la loi des moyens de contrôle de son application.
- 2. Modifier le fonctionnement du bouclier tarifaire, afin d'offrir une protection sur les consommations essentielles, et faire décroître la protection au-delà :**
Le bouclier tarifaire, étendu jusqu'en 2025 pour l'électricité, pourrait être amendé pour ne plus être valable à partir d'un certain niveau de consommation, tout en étant couplé à des outils de lutte contre la précarité énergétique (chèque énergie, crédit d'impôt...)⁵. Ce passage d'une logique d'égalité stricte à un principe d'équité, pourrait déboucher sur une tarification progressive de l'énergie, plus viable budgétairement qu'une protection uniforme.
- 3. Au-delà des prix, jouer sur la demande et réguler les consommations superflues :** restaurer la confiance des Français en l'État passe aussi par d'un éventail de mesures, y compris symboliques, allant au-delà de la taxe, comme :
 - Réduire temporairement l'accès à des biens et services énergivores, comme le chauffage de piscines particulières.
 - Limiter la publicité pour les biens et services énergivores en limitant l'accès aux canaux de diffusion publicitaires (audiovisuel, publicité lumineuse) en période de tension sur l'approvisionnement en énergie, ou en limitant drastiquement le temps publicitaire dédié à ces biens et services. Si cette mesure, en termes de pourcentages d'énergie économisée, peut paraître anecdotique, il est fondamental de ne pas sous-estimer la portée de mesures dites "symboliques" dans une politique de sobriété ambitieuse.
- 4. Lancer une campagne de communication pour encourager une sobriété collective :**
 - Généralisation du dispositif Ecowatt et communication autour de la demande en électricité à l'échelle locale : rendre visible, lisible, et médiatique le dispositif d'alertes en temps réel sur la (sur)consommation d'électricité. D'autres moyens de communication peuvent compléter Ecowatt : panneaux d'affichages des villes, "météo de l'électricité" par département.
 - Généralisation des dispositifs d'effacement : SMS envoyé aux collectifs comme aux particuliers en cas de tension sur le système électrique, accompagné de recommandations, pour faire les bons écogestes, au bon moment⁶.
 - Communication accrue sur les usages sobres : en s'inspirant du format de communication de l'hiver 2023 autour des écogestes, développer une campagne d'incitation en recommandant par exemple de ne pas utiliser les véhicules individuels les plus énergivores en période

⁵ "On pourrait envisager par exemple une hausse de prix limitée non pas à 15 % mais à 30 % pour tout le monde, doublée d'un chèque énergie renforcé (400-500 €) pour les 4 ou 5 premiers déciles", Saujot, M., Rüdinger, A. (2022). *Un besoin urgent de faire rimer sobriété et solidarité*. Iddri, *Décryptage* N°02/22.

⁶ En Californie, un SMS envoyé à 27 millions de personnes a contribué à réduire la demande de 5 % lors d'un pic mettant en danger l'approvisionnement (<https://www.nytimes.com/2022/09/07/us/california-power-grid-cellphone-alert.html>)

de tension sur la demande en carburant, ou encore de privilégier le covoiturage à l'utilisation de la voiture individuelle.

5. **Réactiver la hausse de la taxe carbone sur la TICPE en redistribuant les gains aux ménages vulnérables⁷** : Cette mesure permet de donner un signal-prix aux consommateurs, tout en soutenant les plus précaires. Plus généralement, la répartition des efforts de transition entre les citoyens, et son acceptabilité sociale, impose de réfléchir à des exceptions au principe de non-affectation des taxes.
6. **Numérique : réduire la qualité par défaut des vidéos de streaming**, afin de promouvoir des usages sobres du numérique, comme cela avait été fait par YouTube ou Netflix en Europe lors des confinements de la pandémie.
7. **Soumettre l'installation d'un système de climatisation à une autorisation dans les 10 plus grosses métropoles françaises** : la climatisation est le symbole de la mal-adaptation à la chaleur. En effet, elle consomme de l'énergie, tout en entraînant un rejet de chaleur à l'extérieur qui participe au renforcement des îlots de chaleur urbains.
8. **Pendant les congés d'été, inciter les entreprises à regrouper leurs collaborateurs pour ne climatiser qu'un nombre limité de bureaux**
9. **Transports : appliquer et médiatiser la loi sur la prime de 100 € en faveur du covoiturage** (y compris pour les trajets du quotidien) en martelant le message des économies d'énergie que peut induire ce changement de comportement.
10. **Transports : comme pour les vols commerciaux, interdire les vols en avions d'affaires sur des trajets réalisables en train ou en voiture en moins de 2h30.**
11. **Transports : créer un fonds pour soutenir les entreprises mettant en place des solutions de mobilité partagées pour leurs collaborateurs (covoiturage, navettes...)**. Ce fonds pourra être financé par un programme CEE (Certificat d'Économie d'Énergie).
12. **Créer un comité interministériel de la sobriété** : la sobriété n'est pas qu'un enjeu énergétique, elle concerne toutes les ressources (eau, matériaux, foncier...). Elle doit ainsi être coordonnée au niveau interministériel afin d'ancrer de façon durable la sobriété dans son ensemble dans le mode de vie des Français

Rédacteurs : Au nom de l'association étudiante Esp'r et de jeunes diplômés issus du club alumni HEC Transition, Shiraz MORET-BAILLY, Valentine JAPIOT, Kim PROVENT avec la contribution de Shedy GUIGA, Max PERNATON. Nous remercions également les alumnis ayant participé à la relecture de ce document.

⁷ Douenne et Fabre (2020) montrent que près de 64% des Français seraient favorables à une taxe carbone si elle finançait les transports non polluants, 59% si elle finançait les énergies renouvelables et 56% si elle finançait la rénovation thermique, alors que seuls 10% des Français y sont favorables sans affectation des recettes (*French attitudes on climate change, carbon taxation and other climate policies*. Ecological Economics, 169)